Corrigé et barème – Démocraties fragilisées et expériences totalitaires : la France des années 1930

La crise de 1929 et ses effets en Europe et en France ; une démocratie contestée : antiparlementarisme, ligues et 6 février 1934 ; le Front populaire au pouvoir (1936) : Léon Blum, grèves, accords Matignon, congés payés et 40 heures ; ses limites et sa fin (1936-1938)

Durée : 55 min – Sans document – Sur 20 points · Histoire 3e

Exercice 1 – Repères : de 1929 à 1938 ★★ *(4 pts)*

a) C → B → A → D. (1)

b) C : octobre 1929 · B : février 1934 · A : juin 1936 · D : juin 1937. (1)

c) La gauche y voit une tentative de coup d'État fasciste. Étapes : grève générale et défilé commun du 12 février 1934 ; pacte d'unité d'action PCF-SFIO (27 juillet 1934) ; manifestation du 14 juillet 1935 ; programme commun (11 janvier 1936). (1)

d) A, les accords Matignon : Blum arbitre la négociation entre le patronat (CGPF) et la CGT ; c'est un accord, pas une loi. (1)

Repère — 1929 krach · 1931 crise en France · 1934 émeute · 1936 victoire et lois · 1937-1938 fin.

Exercice 2 – Analyse de document : la déclaration de Léon Blum ★★★ *(4 pts)*

a) Une déclaration ministérielle : le programme du nouveau gouvernement, lu par Léon Blum, président du Conseil, devant la Chambre des députés le 6 juin 1936, après la victoire du Front populaire (26 avril et 3 mai 1936), en pleine vague de grèves. (1)

b) Préserver les libertés démocratiques ; chercher « dans des voies nouvelles » des remèdes à la crise ; la paix. (1)

c) La semaine de 40 heures (sans baisse de salaire), les congés payés (au moins 15 jours par an après un an dans l'entreprise) et les contrats collectifs, devenus conventions collectives (salaires et conditions de travail fixés par branche). L'office du blé et la scolarité suivent en août. (1)

d) Les ligues d'extrême droite, qui rejettent la République depuis l'émeute du 6 février 1934 : elles sont dissoutes le 18 juin 1936. (1)

Méthode — présenter un document : **qui** parle, **à qui**, **quand**, **dans quel contexte**.

Exercice 3 – Lecture d'un tableau : le vote des lois sociales ★★★ *(4 pts)*

a) La semaine de 40 heures : 100 voix contre (408 pour). (1)

b) $408 + 100 = 508$ votants ; $408 \div 508 \approx 0{,}80$, soit environ 80 %. (1)

c) Pour les 40 heures, 408 voix pour alors que le Front populaire n'a que 386 députés : au moins $408 - 386 = 22$ députés d'autres groupes ont voté pour ; plus de 500 pour les conventions collectives, et l'unanimité pour les congés payés. (1)

d) Face à l'Allemagne qui réarme, il faut produire davantage : Daladier veut « remettre la France au travail » et des décrets-lois de novembre 1938 assouplissent les 40 heures ; la grève générale de la CGT échoue. (1)

Attention — une part se calcule sur les **votants** (pour + contre), pas sur les seuls « pour ».

Exercice 4 – Vrai ou faux, à justifier ★★★ *(4 pts)*

a) Faux : les accords Matignon (patronat et CGT) prévoient salaires, liberté syndicale, délégués et conventions ; les congés payés viennent d'une loi votée par le Parlement (20 juin 1936). (1)

b) Faux : il devient président du Conseil (chef du gouvernement) le 4 juin 1936 ; le président de la République est Albert Lebrun. (1)

c) Faux : les Croix-de-Feu du colonel de La Rocque refusent le coup de force et se dispersent. (1)

d) Faux : la crise touche la France depuis 1931 et dure encore ; la déflation l'a aggravée et le Front populaire ne parvient pas à en sortir (hausse des prix, dévaluation). (1)

Erreur fréquente — confondre **accord** (signé par patrons et syndicats) et **loi** (votée par le Parlement).

Exercice 5 – Développement construit : la France des années 1930 ★★★ *(4 pts)*

a) De 1929 à 1938, sous la III^{e} République, la France affronte la Grande Dépression et la montée des périls. Plan : une démocratie menacée ; les réponses du Front populaire ; ses limites. (1)

b) Ex. : crise à partir de 1931, chômage, déflation, marches de la faim ; affaire Stavisky (1933-1934) et antiparlementarisme ; ligues (Action française, Croix-de-Feu) ; émeute du 6 février 1934 (19 morts), Daladier démissionne. (1)

c) Ex. : union de la gauche (12 février 1934, pacte de juillet 1934) ; victoire d'avril-mai 1936, Blum président du Conseil ; grèves avec occupation ; accords Matignon (7-8 juin) ; lois sur les congés payés, les 40 heures, les conventions collectives ; ligues dissoutes (18 juin 1936) ; billets Lagrange. (1)

d) Ex. : non-intervention en Espagne ; hausse des prix, dévaluation, « pause » (février 1937) ; chute de Blum devant le Sénat (juin 1937), Daladier revient sur les 40 heures (novembre 1938) ; femmes et colonies oubliées. Bilan : des lois sociales durables, une démocratie qui se défend sans renoncer aux libertés, mais qui ne sort pas de la crise. (1)

Méthode — chaque partie : **une idée**, **des faits datés**, **un nom** ; puis une phrase de conclusion.

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).